



## Introduction Valérie Gonçalves Université d'été du PCF

Vendredi 25 août 2023 Strasbourg

### **Atelier : Quelle transition énergétique pour répondre aux besoins humains et relever le défi climatique ? -**

---

*Invité expert pour la présentation :*

Présentation de **Marc Deffrennes**, qui est ingénieur civil, professeur Haute école d'ingénieurs de Bruxelles ECAM, fonctionnaire européen (en retraite). Fondateur de WeCARE qui est une alliance d'ONGs européennes qui défendent un mix énergétique bas carbone.

---

#### **L'énergie un bien vital**

L'énergie est un bien vital dont chaque être humain a besoin pour se nourrir, se chauffer, se déplacer ou encore se soigner. C'est donc un bien essentiel dont il faut garder la maîtrise et ne peut donc pas être laissé aux mains du marché. Nous avons besoin d'un contrôle public afin que particuliers, collectivités, entreprises puissent y accéder à l'énergie nécessaire à son épanouissement et son développement, à un coût et un impact environnemental les plus bas possibles.

Rappelons qu'aujourd'hui, en France, il y a encore 12 millions de précaires énergétiques. 800 millions de personnes dans le monde n'ont toujours pas accès à l'électricité.

#### **La transition passe par l'adaptation de notre consommation énergétique pour atteindre la neutralité carbone en 2050**

Dans son 5<sup>ème</sup> rapport publié en juin dernier, le Haut Conseil pour le climat indique que la France réduit ses émissions de GES mais pas assez. Elles ont baissé d'un peu moins de 3% par an, il faudrait que ce soit au moins le double par an. Il constate que le pays n'est pas prêt face au réchauffement climatique. Par exemple, les forêts absorbent de moins en moins nos émissions de CO<sub>2</sub>. La mortalité des arbres a augmenté de + de 50% en 10 ans (par rapport à la précédente décennie) et leur croissance est moindre, cela conduit à un affaiblissement du puit de carbone des forêts.

Afin de répondre à l'objectif du paquet législatif européen du Fit for 55, la France s'est donnée comme objectif une réduction de ses émissions de GES de 55% en 2030 par rapport à 1990 soit 4 à 5%/an. Pour l'énergie, il s'agit de transformer notre modèle dans lequel les énergies fossiles sont dominantes (60%) et les remplacer par les énergies décarbonées. Notre pays qui possède une électricité décarbonée grâce à son mix électrique nucléaire / hydraulique est une des clés du succès de la transition énergétique bas carbone. Par exemple, si nous voulons agir dans le secteur des transports, il faut accélérer le report modal de la route vers le rail ou l'électrification des lignes, la décarbonation de l'aviation, le développement de la voiture électrique... A l'horizon 2050, l'électricité devrait représenter 55% de la consommation finale d'énergie en France, contre 25% aujourd'hui selon RTE. Pareil pour le bâtiment qui est le secteur qui devra le plus baisser ses émissions en 2030 (-53% par rapport à 2022). Il y a donc de fortes politiques publiques à organiser pour la rénovation thermique et la décarbonation du chauffage.

Il est également nécessaire de produire au maximum dans notre pays ce que nous consommons en relocalisant les entreprises afin de réduire notre empreinte carbone (la moitié de nos émissions est aujourd'hui importée à partir de fabrication très carbonée). Cela passe également par la décarbonation de l'industrie. Et une électricité au juste prix est également un gage de localisation industrielle.

### **Garder notre souveraineté et notre indépendance**

Notre pays doit renouer avec une politique du temps long en combinant les objectifs climatiques, énergétiques et industriels. La fermeture de moyens de production pilotables en France et en Europe a fragilisé l'équilibre production/consommation au point de réduire les marges de manœuvre pour passer l'hiver. La centrale nucléaire de Fessenheim, pour des raisons exclusivement politiques, a été fermée privant notre pays de près de 1800 MW d'électricité et dont son arrêt engendrera l'émission supplémentaire de 4 à 6 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> par an. On assiste à la substitution d'un modèle où la production s'adaptait aux besoins à un autre où ce sont les besoins qui doivent s'adapter à la production disponible. Cela avec un signal prix qui creusent les inégalités entre les citoyens. Et dans ce contexte de tension sur le réseau électrique, les appels à la sobriété énergétique se multiplient, ce qui revient à faire porter aux usagers les défaillances du système énergétique.

La crise de ces derniers mois des prix du gaz et de l'électricité montre de manière cruelle pour nombre d'usagers à quel point il est important que notre pays retrouve sa souveraineté sur la fixation des prix de l'énergie. Notre électricité qui était une des moins chères d'Europe a vu son prix augmenter de façon exponentielle sans que les coûts de production n'en soient à l'origine. Il faut remettre en cause la logique du marché unique européen où le prix de gros de l'électricité est égal au coût marginal de la dernière unité de production appelée en renfort et c'est bien souvent une centrale au gaz.

Or, si les traités européens affirment que chaque Etats membres est souverain en matière de politique énergétique, des directives européennes permettent ou autorisent des investissements plus ou moins importants dans certaines technologies de décarbonation. Les décisions qui sont prises au périmètre européen ont des répercussions importantes dans les pays membres. Cette dimension européenne est importante et il m'a semblé intéressant de la pointer notamment pour soulever les ambiguïtés et donner des pistes de réflexion pour définir les changements structurels à opérer.

Aujourd'hui, c'est toute l'Europe qui doit s'interroger sur son devenir énergétique. Les moyens de production d'électricité produits à partir du soleil et vent sont intermittents et nécessitent d'être adossés à d'autres productions d'électricité pilotables. Et sans le nucléaire, ces autres sources seront surtout les hydrocarbures ou le charbon, comme cela se produit en Allemagne.

Pour toutes ces raisons, **planifier une transition énergétique qui réponde aux besoins et à la problématique du réchauffement climatique** doit s'appuyer sur trois piliers : protection de l'environnement, développement de l'économie, fiabilité de l'approvisionnement. La loi de programmation énergie climat, devrait être présentée en Conseil des ministres à l'automne.

La transition énergétique et le respect des objectifs climatiques exigent des financements importants. D'ailleurs les conclusions des travaux récents de Jean Pisani-Ferry et Selma Mahfouz, ont évalué à 67 Md€ les investissements annuels supplémentaires nécessaires pour que la France respecte ses objectifs climatiques pour 2030 soit 2% du PIB, dont la moitié relevant de financements publics. Une des pistes évoquées qui nous paraît intéressante est la mise en place d'un impôt sur les 10 % les plus riches.

Voilà ces quelques mots d'introduction et je laisse la parole à notre invité expert...